



**Faire du service public
culturel l'une des premières
priorités d'une société
équitable et démocratique
et mettre le travail au cœur
de nos besoins sociaux**



La CGT-Culture et la FP CGIL MIC défendent l'idée que la culture doit être placée au centre d'un projet global de service public clairement orienté vers l'émancipation et la démocratie. La culture ne peut en effet, comme c'est trop souvent le cas aujourd'hui, rester une politique résiduelle ou marginale.

Nos organisations estiment que la culture est une ressource importante pour relever les défis sociaux et démocratiques de notre époque. Encore plus lorsque le vent de la guerre souffle fort et que l'idéologie de la violence et de l'oppression tend à prévaloir. La culture est un instrument de paix, de solidarité avec les nombreux peuples opprimés par la guerre et la tyrannie.

C'est pourquoi elles réaffirment l'urgence de politiques publiques ambitieuses.

La culture doit trouver un moyen de s'exprimer, de se déployer et de se régénérer constamment, en s'appuyant avant tout sur un service public fort et innovant. C'est à ce prix que la culture nous aidera à panser les plaies de nos sociétés et à imaginer de nouveaux horizons politiques pour sortir durablement des crises successives qui minent la paix et la cohésion sociale.

Il s'agit de se donner toutes les chances de construire un nouveau projet de société qui s'appuie sur la réalité et sur le débat démocratique.

La CGT-Culture et la FP CGIL MIC rappellent également que ces nouvelles perspectives passent inévitablement par la reconnaissance de la centralité du travail. Aucune réforme profonde et transformatrice ne peut être mise en œuvre si la question du travail, de sa centralité, n'est pas posée et pensée différemment, notamment au regard des missions du service public culturel.

Les attaques répétées contre les services publics, les coupes budgétaires, les coups portés aux acquis sociaux, le gel des salaires, l'augmentation constante de la précarité des travailleurs culturels et les suppressions de postes de ces dernières années s'inscrivent dans une logique libérale dangereuse .

Ces politiques d'austérité affectent gravement les conditions de vie et de travail du personnel culturel, qui traverse une crise profonde qui affecte directement le sens et la dignité de son travail. Dans ce contexte, ils ne cessent de dénoncer une désintégration progressive de leur tissu professionnel et un appauvrissement orchestré de leurs compétences.

Mais c'est plus généralement l'ensemble du monde du travail qui souffre de cette crise de sens.

Malheureusement, le désengagement des pouvoirs publics a des conséquences bien réelles. Ainsi, notre période est marquée par un déclin de l'accès démocratique aux arts, à la culture et au patrimoine, qui va sans aucun doute de pair avec un affaiblissement des droits des travailleurs, une augmentation de l'emploi précaire, des pertes d'emploi et des privatisations.

La CGT-Cultura et la FP CGIL MIC se battent pour un projet de service public culturel tourné vers l'avenir, à l'abri des nouvelles mesures d'austérité, basé sur l'égalité et la démocratie.

Nous sommes convaincus que l'émergence d'une véritable démocratie culturelle passe absolument par la participation active et intergénérationnelle de tous les groupes sociaux. Dans les politiques publiques culturelles, nous devons encourager la création, la rencontre et le partage artistiques afin de renouveler les imaginaires, de promouvoir l'émancipation, la cohésion sociale et le bien-être, ainsi qu'une vision commune respectueuse de la diversité culturelle. C'est d'autant plus urgent que nous observons partout un retour en force de l'extrême droite et que des idées et des discours nauséabonds envahissent l'espace public, politique et médiatique.

Les professionnels et les travailleurs de la culture nous aident à préserver le passé, à réfléchir à ce que nous sommes et à imaginer notre avenir. Ils méritent d'être reconnus pour leur contribution unique et essentielle à la société. Ils méritent d'être traités avec dignité.

Cependant, cette reconnaissance essentielle soulève en réalité la question des salaires et des emplois. Nous ne pouvons pas remettre à plus tard les mesures visant à agir efficacement contre la paupérisation des travailleurs culturels, contre les disparités salariales entre les femmes et les hommes et contre la précarité de l'emploi.

Nos deux syndicats s'engagent à travailler, à se soutenir mutuellement et à agir ensemble pour faire en sorte que le travail et le rôle du secteur culturel soient respectés et revendiqués :

- **Un service public culturel transformé et renforcé**
- **Politiques de promotion de la démocratie culturelle**
- **Une augmentation des salaires**
- **Des emplois suffisants et des conditions de travail stables et décentes**
- **La fin de toute discrimination et des disparités salariales**
- **Des budgets réellement à la hauteur des défis et des besoins**
- **Un nouveau modèle de développement social et culturel, participatif, solidaire et durable.**
- **La fin de la précarité, du dumping social, des privatisations et de l'exploitation éhontée des salariés dans les entreprises prestataires de services.**

La CGT Culture et la FP CGIL MIC continueront à dialoguer et à nouer des relations avec les syndicats de toute l'Europe et la Fédération syndicale européenne des services publics (FSESP) pour travailler ensemble, au niveau continental, sur les enjeux du service public culturel et pour l'unité du personnel et de tous les travailleurs.

**Vive la culture,
vive le service public de la culture et ses travailleurs
et vive la démocratie culturelle !**

Paris – Rome, le 23 mars 2022